

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Au terme d'une longue bataille juridique, 727 « gueules noires » des mines de charbon lorraines ont touché leur indemnité liée à la reconnaissance du préjudice d'anxiété qu'ils ont subi pour avoir été exposés à de nombreux produits dangereux. Mieux vaut tard que jamais !

Johnny a donc sa statue devant Bercy. Google se substitue au cadastre (public depuis deux siècles), à quand Amazon pour distribuer les feuilles d'impôt ?

Lundi 20 septembre 2021, s'est déroulé dans le stade Yarmouk de la ville de Gaza, le premier championnat d'athlétisme pour les amputés de Gaza. Avec la participation de 75 amputés sportifs et sportives, dont 40, qui ont perdu leurs jambes. Mais pas perdu l'espoir.

Agenda militant

5 octobre

[Mobilisation interprofessionnelle](#)

12 octobre 20h à Toulouse

[Ciné débat](#)

[Aube dorée l'affaire de tous](#)

20 octobre de 20h à 22h

Agora pandémie

Crise sanitaire et santé publique : qu'aurions-nous fait, que ferions-nous, que ferons-nous ?

(Lien pour se connecter à venir sur le site Ceriseslacooperative.info)

L'autoritarisme est sans issue

Professeur d'histoire géographie depuis 20 ans dans un lycée de Rennes, Édouard D. a été muté d'office sur une zone de remplacement par le ministère de l'Éducation Nationale. Militant syndical connu et apprécié, Édouard D. fait les frais d'une politique autoritaire visant à museler celles et ceux qui ne marchent pas dans les clous. Les motifs de cette décision ne tiennent pas la route un instant : « manque d'assiduité à remplir ses cahiers de texte numériques, a du mal à terminer les programmes, jalonne ses cours de « digressions historiques », mais aussi, a animé la mobilisation contre la réforme Blanquer en janvier 2020, a instrumentalisé ses élèves pour qu'ils se mobilisent, s'est engagé en faveur d'élèves et leur famille menacés d'expulsion du territoire.

Cet acharnement à l'égard d'un militant syndical en dit long sur la politique de ce ministère, mais on peut s'interroger sur sa signification : est-ce un signe de force ?

Selon un sondage récent 80 % des enseignant.e.s sont en désaccord avec la politique éducative du ministre Blanquer. Toutes ces réformes sont contestées. Certaines ont été remises au placard, mais reviennent par la petite porte, comme le nouveau statut des maîtres directeurs d'école qui restent jusqu'à maintenant des collègues comme les autres avec souvent des décharges pour accomplir leurs tâches administratives et que Blanquer veut transformer en chef d'établissement (proposition de loi Rilhac). Des chefs qui auraient des pouvoirs accrus comme celui de recruter leurs personnels sur des postes à profil, c'est ce qu'a proposé Macron à Marseille.

Les équipes éducatives n'ont pas besoin de chef. Encore moins de chefs qui veulent imposer leurs points de vue à des personnels qui au contraire veulent être écoutés, entendus, respectés dans leur rôle d'enseignants concepteurs de leurs contenus, aidés dans leurs missions et leurs projets, et qui ont besoin d'avoir les moyens d'une politique éducative ambitieuse. Imposer des réformes contestées, gonfler les effectifs des classes, faire semblant de donner les moyens pour une école inclusive, maltraiter les personnels de l'Éducation Nationale au point de déclencher de plus en plus de démissions d'enseignant.e.s, cette politique est irresponsable.

Une société où on cherche à mettre au pas les citoyennes et les citoyens n'a pas d'avenir. Une société où on cherche à faire l'économie de la connaissance non plus. ●

Sylvie Larue



lever les brevets !

Une revendication parcourt le monde : il faut lever les brevets utilisés dans la lutte contre le Covid-19, notamment des vaccins. L'industrie pharmaceutique et les gouvernements occidentaux résistent, certains tentant le biais d'une suspension temporaire, dispositif délétère qui pérennise la dépendance des pays les plus pauvres.

Avec plus de 50 autres signataires, syndicats, associations, collectifs, Cerises la Coopérative est membre du collectif « Brevets sur les vaccins anti-COVID, stop. Réquisition » qui entend se rapprocher d'autres acteurs ou appels existants tant la levée des brevets doit être arrachée. Certes en cette rentrée, le débat sur le passe-sanitaire a pris le pas sur la question de la levée des brevets. Elle demeure néanmoins vitale. Moins d'1% de la population africaine est vaccinée. Le risque d'apparition de nouveaux variants dans les pays où le virus circule fortement est toujours là (un variant en Inde et un en Colombie sous surveillance de l'OMS). Cette dimension mondiale de l'accès à la vaccination implique levée des brevets, mise en commun des technologies et mobilisation des unités de production.

60 % des français¹ se disent favorables à la levée estimant que le gouvernement français devrait soutenir l'initiative des pays en développement qui demandent le libre accès aux brevets et aux savoir-faire des entreprises pharmaceutiques pour fabriquer des vaccins (27 % des français ne savent pas, 14 % y sont opposés).

Ce 5 octobre, journée de grève nationale interprofessionnelle, « Brevets sur les vaccins anti-COVID, stop. Réquisition » prévoit pour l'occasion déclarations et tracts.

● CATHERINE DESTOM BOTTIN

¹. Données du sondage Institut YouGov, équipe de recherche University College London, l'Université de Birmingham.



Coopérons pour aider la Coop des masques !

La Coop des Masques fonctionne (lacoopdesmasques.com). C'est l'aboutissement d'une lutte collective pour recréer des emplois locaux et socialement utiles, un exemple des possibles alternatives aux entreprises capitalistes, un bout de chemin vers une société radicalement différente. Les organisations qui se revendiquent de l'émancipation sociale et luttent pour celle-ci ne peuvent se désintéresser de ce type d'expérience. Certaines ont fait des commandes de masques pour leurs besoins propres en leurs locaux. Des collectifs sociétaires de la coopérative proposent de faire plus, ensemble, aujourd'hui.

Nous pouvons grouper les commandes, les faire livrer dans un lieu mis en commun sur une ville, s'organiser pour les récupérer. Cela permet de nouvelles commandes pour La Coop des Masques, tout en réduisant le coût de ces livraisons. Par exemple, à Paris, c'est possible dans les locaux de l'Union syndicale Solidaires. Concrètement, les organisations qui le souhaitent passent une commande par mail à commandes@lacoopdesmasques.com en précisant le type (chirurgicaux ou FFP2) et le nombre de boîtes de masques et en indiquant que ce sera retiré à Paris – Union syndicale Solidaires – 31 rue de la Grange aux belles. Cela fonctionne aussi à Rennes, Dole et Paris avec La Mutuelle familiale. Et d'autres associations, syndicats, collectifs, comités pourraient s'y mettre afin d'irriguer le territoire. Pour cela, il suffit de contacter jessica.lebadezet@lacoopdesmasques.com.

● CHRISTIAN MAHIEUX

La Gare du Nord n'est pas à vendre. Pas de suite



Le gouvernement et la SNCF abandonnent le projet de privatisation/commercialisation de la Gare du Nord, à Paris. Fort bien. Voilà une gare parisienne qui ne sera pas transformée en centre commercial dotée accessoirement d'une gare. Encore que : d'une part, c'est déjà assez largement le cas, comme pour toutes les gares parisiennes (et pas seulement celles-ci) ; d'autre part, contrairement à ce que la plupart des médias relaient, cette volonté existe toujours.

La société Gare du Nord 2024 a été constituée en février 2019 par SNCF Gares & Connexions (34%) et Ceetrus, filiale du groupe Auchan (66%). Ce Partenariat Public Privé (PPP), comme la novlangue libérale nomme les privatisations de biens

publics, prévoyait une concession de 46 ans durant lesquels Auchan percevrait les redevances des - très nombreux - commerces créés sur le site. C'est également Auchan, via Ceetrus, qui se chargeait des appels d'offres pour les travaux, sans intervention de la SNCF. Bouygues avait été choisi. Le résultat est connu : des années de retard déjà prévues, un budget qui passe de 389 millions d'euros à 1,5 milliard, pour des travaux qui n'ont pas encore commencé et qui exigeaient l'immobilisation d'un quart des voies de la gare. La « réussite » est telle que le gouvernement et la SNCF ont décidé de prononcer la déchéance de cette concession. Auchan est-il sanctionné ? Pas sûr car le projet finalement retenu avait été revu à la baisse par rapport à celui, pharaonique, de départ : un peu moins de commerces, un peu plus d'espaces verts, de parcage pour les vélos et de possibilité de cheminement pour les usagers de la gare. La rupture du contrat va provoquer un contentieux juridique qui, en termes de « dédommagement », pourrait bien profiter à Auchan : grâce au Partenariat Public Privé, l'entreprise publique SNCF paiera pour des travaux non réalisés. Il fût un temps, qui n'était pourtant pas parfait, où la SNCF était en capacité, grâce à des cheminots et cheminotes exerçant les métiers adéquats, de mener de bout en bout des travaux de rénovation d'une gare... L'occasion de reposer la question des emplois socialement utiles, de leur statut social, du champ des services publics couvrant les besoins collectifs de la société ?

Un rappel, le chiffre d'affaires de Bouygues pour le seul premier semestre 2021 est de 17,4 milliards, celui d'Auchan de 14,8 milliards. C'est la crise.

Le contrat avec Auchan cesse. Le projet de privatisation, non. Sans doute moins grandiloquent, il va redémarrer. Le gouvernement, la direction SNCF, la Mairie de Paris, le Conseil régional d'Île-de-France, sous des formes différentes, toutes ces institutions se félicitaient de la privatisation/commercialisation de la gare. Les collectifs d'habitantes et habitants qui avaient organisé la lutte contre le projet initial ont des propositions. Les organisations syndicales aussi : celles des cheminotes et cheminots, parce qu'une gare reste quand même leur lieu de travail quotidien ; les unions syndicales interprofessionnelles aussi, car les usagers de la gare sont des travailleuses, des citoyens, des citoyennes, qui doivent s'exprimer à travers la structure de leur classe sociale. Par exemple, ne serait-il pas plus utile de percer un deuxième tunnel entre Châtelet et Gare du Nord, pour améliorer les conditions de transport quotidiens en RER ? Certes, mais où mettre des commerces dans ce tunnel, doit-on se demander dans les ministères et les sièges sociaux des entreprises prêtes à tout...

● CHRISTIAN MAHIEUX



Utopies concrètes Entre lendemains qui chantent et « déjà là »

Toute l'histoire du « mouvement ouvrier » et révolutionnaire est striée d'une controverse et de tensions entre mouvement et/ou velléités de rupture avec le système et initiatives plus ou moins autogérées de changement immédiat.

Entre lendemains qui chantent et « déjà là », que nous disent ces utopies concrètes que l'affaîssement des espoirs de « grands changements » et des politiques globales a de nouveau stimulé ?

Comment ces utopies concrètes indiquent-elles du « déjà là » et peuvent-elles donner envie ou tout simplement une idée de ce qu'on a appelé les lendemains qui chantent ? Sur quoi, sur qui, comment, peut-on s'appuyer sur ces utopies concrètes, alternatives, quotidiennes pour articuler une dynamique d'émancipation vers ce que nous appelons le post-capitalisme ? Avec des acteurs et actrices de ces utopies concrètes, *Cerises* ouvre ce dossier.

De quoi parle-t-on ?

Nous nous intéressons à des initiatives qui ont un corpus partagé, savent où elles vont, hors de tout effet d'aubaine, ou de ces « innovations » adjacentes au CAC40, voire qui s'engouffrent dans ce que le « déperissement » capitaliste de l'État a laissé. Ces initiatives veulent redonner à la fois une dignité au travail et une dignité à ceux et celles qui font le travail tout en sortant des rapports de production et de pouvoirs habituels, dans et en dehors de l'entreprise, se dégageant des rapports de domination usuels.

Que sont donc ces alternatives du quotidien, les utopies concrètes qui émergent, naissent, se confortent ? S'agit-il là de s'accommoder du capitalisme pour « faire autrement », d'accompagner un système qu'on ne pourrait fondamentalement changer pour modifier ce qui est à notre portée ? Quitte à verser dans le capitalisme vert ou la high-tech écolo ?

Doit-on voir dans ces initiatives de l'autonomisation ? De l'autarcie ? Que les références autogestionnaires renforcent et politisent ?

En quoi ce qui se passe dans des structures autogérées et des coopératives pourrait renouveler le service public ? Cette question qu'ébauche François Longéras pourra être traitée dans un dossier ultérieur, plus complètement. Comment ceci dépasse le périmètre d'activité ?



Ouvrent-elles des voies pour un autrement, radicalement différent des processus de domination et des mécanismes capitalistes ? Ou ne sont-elles qu'un pis-aller, sympathique, mais ne remettant pas en question « l'ordre du monde » ?



Stéphane Berdoullet, participe à ce débat à partir de son vécu au PHARES et à HALAGES, entreprises sociales et solidaires de l'Île-Saint-Denis.



Georges Goyet, chercheur retraité du CNRS (laboratoire PACTE) et de LISRA décrit l'expérience menée en pays roannais, ses dynamiques, ses méthodes, ses limites.



Olivier Leberquier, qui préside FRALIB et la SCOOP-TI près de Marseille, relate la lutte menée par les ouvrier.e.s et l'aventure de la coopérative qui produit les thés et tisanes 1336.



Arya Meroni, militante féministe et anticapitaliste, nous montre comment ce champ de luttes porte des possibles et se heurte aux pratiques dominantes.



Alexandra Pichardie, du conseil éditorial de Cerises, nous précise comment des initiatives bretonnes peuvent éclairer les questions posées ici.



Élodie Ros, de l'université Paris 8, indique les possibles qu'ouvrent à des étudiant.e.s les coopératives de jeunes et l'apprentissage d'un entrepreneuriat collectif.

Pierre Zarka, du comité de rédaction, partage l'expérience menée chez lui et les interrogations qu'elle porte.

Un débat dont *Catherine Destom-Bottin* conclut « qu'à exister les utopies travaillent le rapport de force. Il y a du déjà là de la prise de pouvoir sur soi, et donc j'ai le sentiment qu'il faut vous remercier de confier à Cerises ces échanges ».

Dossier piloté par Patrick Vassallo avec Catherine Destom-Bottin, Sylvie Larue, Alexandra Pichardie, Pierre Zarka. Bonne lecture.

● La rédaction de Cerises

Un quotidien ancré dans un territoire

Parce que concrètes, nos utopies sont déjà là, ancrées dans un territoire. Pierre Zarka parle « d'un village d'un peu plus de 400 habitants où nous avons créé un conseil d'habitants qui peu ou prou draine une bonne moitié de la population ». Cadre que Georges Goyet confirme : « revenu au village natal en zone rurale de 1300 habitants » où « nous avons commencé à créer un certain nombre d'associations avec différentes thématiques afin d'avoir différentes inscriptions dans le bassin de vie roannais ».



Arya Meroni situe « d'abord la coordination de lutte des acteurs de quartiers populaires entre 2012 et 2015 dans les quartiers sud de Toulouse ». A quoi Alexandra Pichardie fait écho : « le groupe se proposait juste de mettre en lien des gens dans un lieu qui leur appartiendrait pour organiser des groupes de discussion féministe, (...) une micro société idéale active sur le terrain ».

Dans ce bassin roannais, Georges Goyet décrit longuement la méthode suivie : « Le premier registre, du système productif local, s'appelle : « Mutations et Territoires ». La seconde association se préoccupe de la production de bio et des relations entre producteurs bio et citoyens ». « La troisième est un lieu culturel appelé « NOETIKA¹. » Une autre s'appelle « Fleuve Loire Fertile », qui est une sorte de plate-forme (...) d'initiatives citoyennes. La dernière, c'est un « Fab Lab ». Tout ceci « amène une conduite de projet où (...) nous tentons une première

1. NOETIKA association à La Pacaudière lieu citoyen de création artistique et action culturelle.

forme de quoi il est question. (...) Ensuite nous promenons cette première esquisse du problème dans le territoire. »

Territoire vivant fait de rapports plus larges : « L'autre élément de résistance dans lequel on construit nos projets, c'est le rapport métropole / rural. C'est-à-dire qu'on conçoit que nous sommes des colonies des métropoles. Nous sommes dans des situations où on retrouve Franz Fanon, Albert Memmi, que ce soit le portrait du colonisé, ou celui du colonisateur, on retrouve toutes ces notions, dans nos milieux ruraux ».

Ici symboliques et métaphores servent à prendre la mesure des transformations à réaliser incluant éléments matériels ET immatériels « On essaie de monter un processus d'Inter-association sur le bassin pour pouvoir avoir petit à petit une force de frappe à l'endroit des élus et des agents territoriaux. (...) on crée des tiers lieux, avec le pôle nourricier comme axe central sur plusieurs communes, et on essaie de travailler en réseau pour pouvoir justement peser dans le programme alimentaire territorial du bassin de vie locale ».

Souci que partage Arya : « la coordination de lutte des acteurs

Systematiquement, on fait du judo institutionnel

des quartiers populaires sur les quartiers sud de Toulouse. C'était une coordination de plusieurs associations, de structures de quartier, et d'habitants et habitantes. Le but était de faire une sorte de syndicalisme d'habitants et habitantes (...) Nous avons d'ailleurs eu un certain succès. »

Un bilan d'où Arya exprime le besoin de concrétiser : « Et donc que fait-on pour que tout cela n'en reste pas aux mots, (...). Comment en fait, lier tout cela dans le temps ? ».

Pour Olivier Leberquier « on ne l'aurait pas réussi si on n'avait pas eu le support de tous ceux qui nous ont soutenus, et notamment notre organisation syndicale, au local, au régional, au départemental ». Trois niveaux territoriaux où se mène aussi la bataille politique : « (...) toutes les élections possibles et imaginables qu'il y a dans notre pays, départementales, législatives, présidentielle, on les a toutes eues, donc forcément, à un



Produire, entreprendre autrement : comment ça fonctionne ?

Élodie, Aria, Olivier, Alex, livrent des éléments d'expérience. Parmi les chemins empruntés : la centralité des concernés, les efforts pour s'écarter de la représentation.

Élodie Ros

L'université Paris 8, crée des coopératives éphémères en direction des étudiants post-doctorants :

*L'idée est de leur montrer qu'on peut créer une activité économique différemment[...] **qu'il y a des modes de gouvernance, d'organisation du travail, [...] beaucoup plus horizontale [...]***

Sur une coopérative, dans une entreprise partagée, ils décident ensemble et ils ont droit à la parole collectivement. Et puis sur le fait aussi qu'ils peuvent s'appuyer les uns sur les autres pour créer et qu'ils ne sont pas tout seuls. Par exemple il y a un étudiant, cette année, qui avait une idée de création d'entreprise et qui dit qu'il avait découvert à travers cette expérience-là qu'en fait il ne pouvait pas tout faire et qu'il avait besoin des autres. Et que finalement le projet qu'il avait lui, était maintenant un projet beaucoup plus enrichi, beaucoup plus intéressant. Finalement ce qu'il a découvert c'était ses propres limites et le besoin des autres, et là ils ont créé une association pour proposer un service gratuit de réparation des outils numériques des étudiants et de formation à l'auto-réparation. C'est l'idée que les étudiants puissent après auto-réparer leurs outils numériques pour prolonger la vie de leurs outils et aussi mieux les armer dans la période actuelle sur le bon usage numérique y compris à l'université. Voilà une autre étudiante qui expliquait que jusqu'à présent elle avait toujours postulé, y compris sur des stages, que sur des postes d'exécution, et que maintenant le fait de se rendre compte qu'elle aussi elle pouvait avoir des responsabilités, elle aussi pouvait gérer des choses, elle pouvait faire avec d'autres.

Arya Méroni évoque l'assemblée féministe « toutes en grève », expérience relativement aboutie quant à sa capacité à drainer un grand nombre sur une durée remarquable devenue espace de mobilisation permanente.

Cette assemblée est pour moi l'exemple le plus abouti, parce

On est traversé par le capitalisme et par les rapports de domination aussi dans ces espaces-là

*qu'il fonctionne depuis trois ans et que de surcroît il draine des centaines de personnes sur la ville de Toulouse, il organise un mouvement féministe assez impressionnant avec plus de 10 000 personnes dans la rue pour la grève du 8 mars, ou, avant le confinement. Nous avons créé l'assemblée comme un espace de mobilisation permanente du féminisme, ou des militantes voire des personnes non militantes à priori, venir proposer des actions et les faire vivre dans la ville. Ici le problème qui se pose c'est celui de la pérennisation de tels types espace, notamment quand on n'a pas de locaux, quand bon nombre de personnes travaillent, quand **on est traversé par le capitalisme et par les rapports de domination aussi dans ces espaces-là**. On vient avec ses bagages, avec ce qu'on a vécu, et avec nos propres limites.*

Olivier Le Berquier : Il a fallu qu'on crée notre coopérative dans le moule du système capitaliste...

J'en suis le président du conseil d'administration, ils m'ont confié la partie commerciale, marketing, gestion du personnel, finances, bien-sûr, mais aussi toutes les discussions, les négociations avec la grande distribution [...]. L'idée, c'est qu'il faut qu'on arrive à faire fonctionner cette coopérative avec nos valeurs, en interne on essaie et c'est pas simple, de faire vivre la démocratie à l'intérieur, on a plein de difficultés en interne, [...] Mais on essaie, à l'intérieur, de rester avec nos valeurs à nous et de ne pas y déroger, par contre après, la relation avec l'extérieur et le système économique, les règles sont fixées par le monde qui nous dirige aujourd'hui et qu'on subit tous, et du coup il faut s'adapter, donc c'est ça peut-être les limites qu'il



peut y avoir avec notre expérience à nous, mais bon, il n'y a pas 36 solutions, si on veut faire tomber le capitalisme, c'est soit la révolution, on prend les armes et on prend le maquis, ou alors on essaie de transformer la société de l'intérieur, modestement, c'est ce qu'on essaie de contribuer à faire. [...]. Un exemple, sur ce qu'on a pu faire, et qu'on fait différemment de l'intérieur par rapport à ce qu'on a pu vivre, nous du temps d'Unilever, **quand il a fallu décider de la politique salariale, c'est les 58 coopérateurs qui l'ont décidée, ce n'est personne d'autre**, et on s'est mis autour de la table, on a mis 9 mois pour la pondre, notre politique salariale... Je vous passe tous les détails, mais bon, c'est nous qui l'avons décidée, pour finaliser avec une politique salariale qui a été de dire on met un minimum d'écart entre les collègues, on part sur

La politique salariale, c'est les 58 coopérateurs qui l'ont décidée

salaire unique par catégorie professionnelle, premier collègue, ce sont les coopérateurs qui ont décidé [...]. Donc le salaire minimum... le salaire, puisqu'il n'y a pas de maximum ou de minimum - le premier collègue est à 1600 euros net, le deuxième collègue, puisque c'était la volonté qu'on soit avec des écarts minimum, est à 1670, et le troisième collègue est au minimum de la convention collective à 2000 euros. Donc 1600, 1670, 2000 euros. Ce qui nous fait un écart de 1,25 entre le plus bas et le plus petit. On vient d'un écart avec Unilever de 1 à 220.

Alex Pichardie : de l'utopie enseignée à l'utopie concrète ...

Professeur, je suis partie sur une réflexion sur ce mot d'utopie concrète pour essayer de comprendre [...] quels pouvaient être les obstacles qui pouvaient se présenter. [...] L'utopie c'était une thématique qu'on nous imposait quand on est tout petit dès notre plus jeune âge, on nous demande d'imaginer l'école idéale, la ville idéale, on étudie Candide, Rabelais, Platon quand on a de la chance, et à chaque fois on glisse une définition qu'on fait bien apprendre par cœur au futur citoyen, l'utopie c'est ce qui n'existe en aucun lieu [...]. C'était à l'ouverture d'un Centre d'Accueil et d'Orientation pour les personnes exilées, c'était juste après le démantèlement de la jungle de Calais. On a mis en place un groupe sur un réseau social et sur lequel pouvaient se proposer tous ceux qui avaient envie d'intervenir et donc c'était un collectif citoyen et ce collectif citoyen au départ se réunit à l'initiative d'Alternative Libertaire qui est devenu depuis l'UCL et en fait on s'est retrouvé dans des réunions, dans un bar, avec des gens prêts à venir en aide, à écouter, à rencontrer et ce qui était super c'est que j'ai découvert un autre fonctionnement. **Il y avait un respect de la prise de parole des gens, pas de représentants, [...], pas de chef comme [...]** dans les associations hiérarchisées et surtout la présence parmi nous des principaux concernés qui étaient hébergés au CAO, qui pouvaient participer comme tous les autres au même titre que les bénévoles et les militants aux décisions du groupe. ●

Pour continuer : coopérer, transgresser, évoluer

LE FAIRE

Pierre Zarka

Il n'y a pas d'un côté les bonnes initiatives qui mettent en cause le système et celles dont la nature resterait dans le système. Les mêmes varient selon ce qu'on y injecte, et ce qu'elles produisent comme portée. Nous avons créé un conseil d'habitants qui (...) puisse prétendre devenir le vrai conseil municipal. L'activité commune crée un espace commun et un milieu ; les rapports entre personnes se modifient mais aussi le rapport avec « l'autorité de l'institution ». Progressivement il y a une place nouvelle dans la société qui commence à se construire. Dans un 1er temps, l'opinion dominante était que cela suffisait, qu'on n'avait pas à aller au-delà. Puis nos projets définis avec plus de la moitié des habitants se heurtent au fait que, la loi (...) réduit les collectivités locales à l'impuissance. La Communauté de Communes est chargée, d'appliquer ce qui vient des directives gouvernementales. Ou on s'incline et on ne gère pas

Le besoin d'élargir le champ, d'investir une autre échelle, commence à se faire sentir

grand-chose, ou on refuse de s'incliner et on pose la question démocratique. (...) A partir d'une expérience qui, dans un 1er temps, paraissait se suffire à elle-même et n'interrogeait pas le système économique et démocratique, le besoin d'élargir le champ, d'investir une autre échelle, commence à se faire sentir.

Élodie Ros

Comment répondre aux besoins des étudiants de faire le lien avec le monde professionnel et de faire des ponts entre université et monde du travail, sans reproduire ces formes de subordination ? Comment on apporte des réponses à cette poussée de l'entrepreneuriat, de la start-up etc. (...) qui nous vient d'une vision libérale et pénètre de plus en plus les universités ? A la place d'un stage on invite les étudiants à participer à une coopérative qui dure 3 mois. Ils autogèrent leur coopérative (...) Ils vérifient qu'on peut créer une activité économique différemment et qu'il y a des modes de gouvernance, d'organisation du travail, qui peuvent être beaucoup plus horizontale, autogérée et du coup une autre expérience aussi du travail. (...) Ils peuvent s'appuyer les uns sur les autres pour créer. On instille un peu qu'on peut faire autrement.

Georges Goyet

Comment à partir des sentiments d'impuissance, et aussi du contraire ; d'une aspiration à pouvoir agir, on peut faire

apparaître des formes collectives pour un pouvoir d'agir ? On essaie de formaliser les problèmes sous-jacents. Petit à petit les discussions amènent une vérification de la pertinence de l'esquisse du projet, mais aussi son enrichissement. Chacun est compétent et est une source de ressources. (...) Nous expérimentons comment on construit des cheminements qui, petit à petit, nous permettent de réaliser nos décisions (...) L'implicite par rapport au capitalisme est qu'on se positionne toujours dans la perspective de « faire transition », que face au néolibéralisme nous créons implicitement un front de résistance pour pouvoir constituer des alternatives.

Arya Méroni

Il y a un problème dans les mouvements sociaux et la gauche de manière générale. C'est la division en espaces. On parle d'un côté des luttes, d'un autre du politique et d'un autre encore de ce qui relève de l'expérimentation. Nous avons tenté de décloisonner tout cela en partant de militantisme concret quotidien, et de ne pas réduire les luttes sociales à être contre des réformes et la défense des droits, mais d'être aussi un espace où les participant/es pensent que l'on est en train de construire des rapports sociaux différents, des espaces différents, d'amener des alternatives, et de trouver des alternatives de production de consommation, etc.



(...) On vient avec ce qu'on a vécu, et avec nos propres limites. Alors que fait-on pour que tout cela n'en reste pas des mots, comme on a pu le vivre avec « nuits debout » par exemple, comme on a pu le voir à certains instants des gilets jaunes.

Stéphane Berdoulet

On essaie de définir les caractéristiques des problèmes (...) Donc : diagnostic, programmation, mise en œuvre puis ajustement. Parce que c'est très facile, au bout d'un moment, d'être dans une routine qui ne remet plus en cause le diagnostic de départ et qui donc devient un peu un pansement sur les problèmes générés par le système dominant. Donc il faut tout le temps qu'on réajuste notre diagnostic et notre impact.

(...). C'est peut-être ça notre finalité pour

essayer d'avoir de l'impact ou comme Fralib, comme Olivier l'a décrit, de transformer de l'intérieur.

LES OBSTACLES

Georges Goyet

Nous voulons faire de l'action-recherche et non pas de la recherche-action. Dans l'action-recherche, si on est dans le paradigme des sciences du vivant, le matériau premier de la recherche c'est ce qui se passe dans le territoire. Et c'est à partir de là que se produit de la connaissance.

Eh bien sur trois ans, je n'ai pas réussi à faire s'installer une controverse scientifique qui avait pour objet de qualifier ce qu'était une intelligence collective. (...).

Arya Méroni

Au bout de deux ans on s'est demandé comment gagner concrètement quelque chose, comment passer à l'étape supérieure ? Et au lieu de se dire : on prend le temps de construire, la réponse a été électorale ; par une liste commune avec d'autres forces. (...) pour beaucoup, au nom d'avoir des résultats la réponse est de nature institutionnelle : « il faut pérenniser, par des subventions et en renvoyant aux élus ». C'est une des premières limites (...).

Idem en ce qui concerne le syndicat étudiant nouvellement créé. Alors que le modèle syndical est très institutionnel, nous avons proposé de faire de la mo-

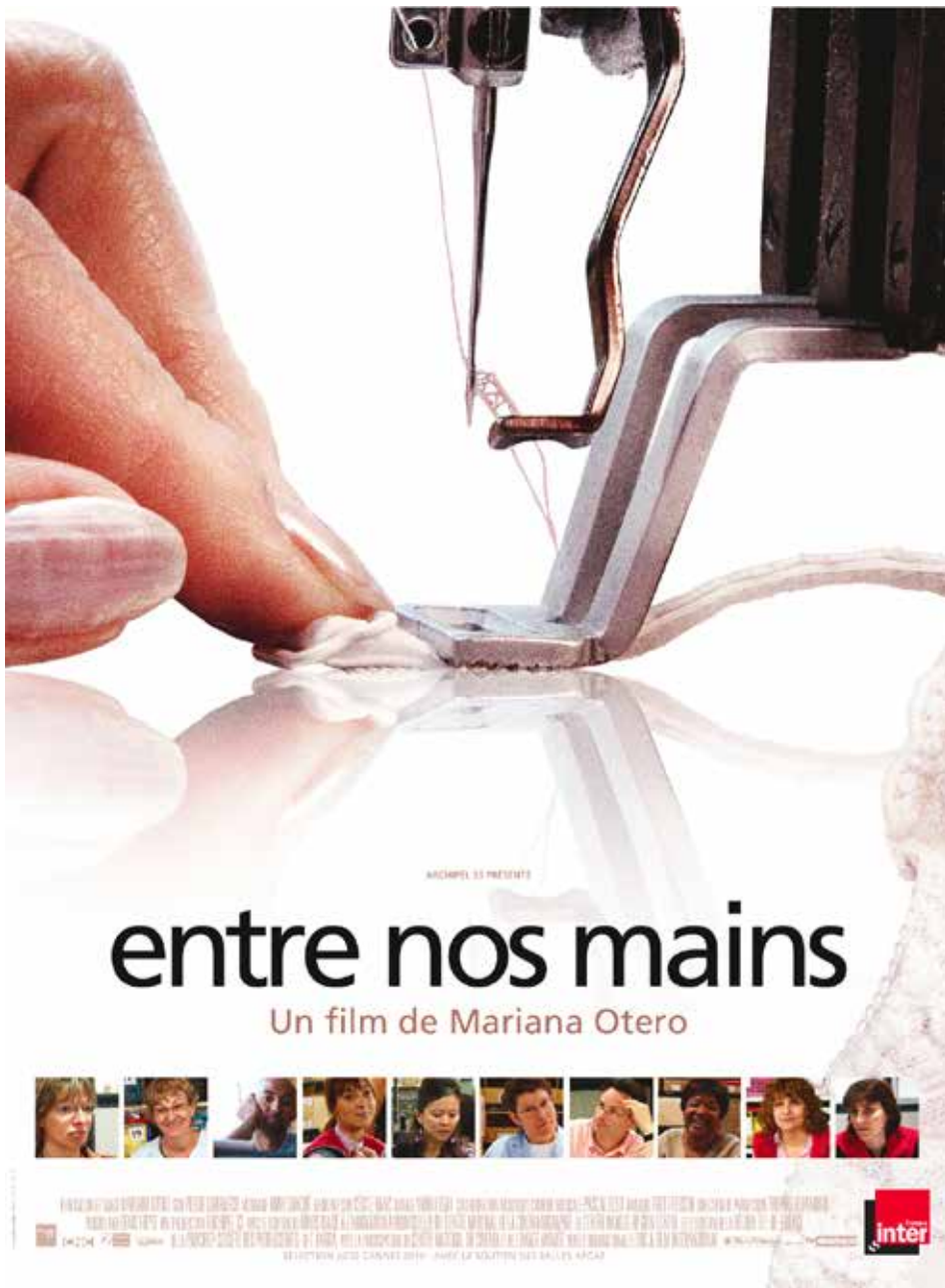
bilisation permanente la clé afin de mesurer que nous étions aussi un espace de croisement avec des structures de l'économie sociale et solidaire, avec les foyers étudiants. Cela a fonctionné pendant un temps. Puis à l'intérieur du syndicat, certain/es visaient la création d'une structure se rapprochant davantage du syndicalisme traditionnel. Elles ont pris le dessus. C'est notre deuxième limite : (...) Comment empêche-t-on ce retour aux habitudes ? Comment fait-on pour que les structures alternatives ne reproduisent pas de fait ce qu'elles essayaient de dépasser ?

Pierre Zarka

Quand, pour éviter l'éparpillement des initiatives, on évoque un mouvement d'ensemble, ce qui vient à l'esprit c'est le modèle des partis et des syndicats. Or ils « dirigent » et absorbent le « chacun ». Ils demandent qu'on les suive pour s'engager dans le système représentatif qui dépossède. Comment ne pas faire comme si tous devaient rentrer dans un moule ? Georges parlait du rôle de chacun, il s'agit de passer de chacun à tous ensemble sans perdre le chacun. Comment dans chacune des initiatives, nous sommes capables de produire à partir de notre au-delà du capitalisme, qui deviendrait un dénominateur commun. (...) en dénonçant le capitalisme et en visant un autre mode de démocratie ?

J'ajoute deux obstacles. On a intégré le bilan du 20^e siècle : tout ce qui a pré-

Comment fait-on pour que les structures alternatives ne reproduisent pas de fait ce qu'elles essayaient de dépasser ?



que cela peut fonctionner à une échelle plus large ? (...). Pour moi la principale limite ce sont les gens. Faut-il changer la société pour changer l'homme ou changer l'homme pour changer la société ? On est tous élevés dans l'optique d'être dirigés par un chef. (...), parce qu'on a tous d'autres choses à faire pour gagner notre croûte, les gens ne jouent pas le jeu de l'autogestion. (...) j'ai pu observer il y a ceux qui prennent en charge et donc deviennent dirigeants. Il y a une dépendance politique bien ancrée. Il va falloir une prise de conscience. Ce que j'ai entendu ici me donne plein d'espoir.

Élodie Ros

Je veux rebondir sur ce que vient de dire Alexandra. Sur l'idée d'échelle, il ne s'agit pas seulement de petits groupes, de grands groupes, quelle est l'échelle qui permet aux gens d'auto déterminer quels sont leurs besoins, quelles sont leurs solutions collectives ? Il faut trouver d'autres réponses, c'est en se posant des questions qu'on fera un pas de côté et c'est en montrant qu'il y a d'autres possibles que ça ouvrira le champ de vision. Je pense déjà que toutes les utopies qu'on essaie de mettre en œuvre quotidiennement, c'est déjà un petit pas de côté. Les étudiants de la coopérative quand ils ont le résultat de ce qu'ils ont produit, ils se posent la question de comment se répartir la richesse entre eux, ça les fait réfléchir sur le système.

tendu poser la question d'une solution globale a lamentablement échoué. Et ce que proposent les forces politiques et syndicales est en retrait sur l'aspiration à l'émancipation que portent les initiatives dont on parle.

Alexandra Pichardie

Il y avait un respect de la prise de parole des gens, pas de représentants, et pas de chef comme on peut avoir dans les asso-

ciations qui sont hiérarchisées et surtout la présence parmi nous des principaux concernés qui étaient hébergés au CAO, qui pouvaient participer comme tous les autres. C'était un centre social autogéré qui a été mis en place par l'UCL avec un principe que je voyais fonctionner pour la première fois ; d'échanges, des gens qui se battaient sur le terrain pour l'action directe, dans une finalité anticapitaliste, révolutionnaire et autogestionnaire. Est-ce

● **Pierre Zarka, Elodie Ros, Georges Goyet, Arya Méroni, Stéphane Berdoulet, Alexandra Pichardie**



L'ESS de transformation au service des pôles publics de demain

Toutes les structures de l'économie sociale et solidaire, quel qu'en soit le statut (associatif, coopératif ou mutualiste), qui portent un projet d'intérêt général représentent des laboratoires exceptionnels pour la construction de nouveaux services publics. À condition que celles-ci respectent les principes fondamentaux de démocratie interne (une personne égale une voix) et de non-lucrativité. Il en est de même pour les alternatives concrètes, à l'image des ZAD, du Larzac des années 70 au Jardins d'Aubervilliers, en passant par Notre-Dame-des-Landes.

Réinventer les services publics... communs

Entre l'échec du socialisme bureaucratique centralisé et la casse des services publics organisée depuis plusieurs décennies par les gouvernements successifs, dont ceux dirigés par les sociaux-démocrates, au service du capital, la refondation des services publics est une priorité.

Leur transformation devra mettre en avant non seulement la participation commune des usagers, des salariés et des collectivités territoriales aux décisions de fonctionnement et d'administration, mais également à la définition des besoins, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale.

C'est donc un nouveau système national de régulation et d'orientation qu'il s'agit de mettre en place afin de garantir à la fois l'égalité des territoires et l'autogestion des structures, à tous les échelons.

En perspective, comment toute activité économique n'ayant pas pour objet le profit mais le bien-être, peut-elle relever intégralement des Communs ? En pensant la finalité de production dans une diversité toujours nécessaire, d'intérêt général, social et écologique.

Des services publics territoriaux autogérés par les habitants

Nous envisageons la transformation radicale des moyens de production et des pratiques de consommation fondée sur l'in-

térêt général et l'utilité publique. Dans un service public qui demain s'appuiera sur l'engagement de l'État et des collectivités territoriales pour des pôles publics engagés dans la bifurcation écologique, les décisions devront être validées, à tous les échelons, par les usagers et les salariés. Dans cette démarche, les initiatives citoyennes et coopératives vont être des atouts prioritaires, faisant des acteurs de l'ESS des partenaires privilégiés des politiques publiques. Les sociétés coopératives d'intérêt collectif pourront en être des acteurs de premier plan, car elles sont la démonstration qu'une démocratie sociale active est possible.

Le déploiement des SCIC, un laboratoire vivant

Les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) existent formellement depuis 2001, mais elles connaissent un développement massif depuis moins de dix ans. On en compte en France aujourd'hui plus de mille qui assurent près de dix mille emplois. Leur particularité réside dans le fait que participent aux décisions à la fois les salariés.es, les citoyens.es engagé.es dans le projet, ainsi que tous les partenaires, dont les collectivités territoriales.

La démarche des « Licoornes », qui regroupe neuf coopératives, dont Enercoop, Railcoop et Mobicoop, entend mettre en œuvre une alternative économique, sociale et écologique. Il n'en demeure pas moins qu'une régulation nationale demeure nécessaire dans tous les domaines concernés afin de garantir une égalité entre les territoires.

La construction d'un nouvel appareil d'État, démocratique et fédéraliste demeure dans ce cadre un chantier déterminant. J'y ajoute qu'un système de solidarité financière est nécessaire afin de fournir aux acteurs de l'alternative les moyens d'investissement, indépendamment des groupes capitalistes. ●

François Longerin



Le « faire » est plus important que « le dire »...

Militants libertaires à la Fédération Anarchiste depuis plus de 50 ans sur la ville de St-Denis nous nous heurtons comme toutes les organisations politiques à des incompréhensions si ce n'est à un rejet. Cette constatation faite, nous avons décidé de mettre en pratique nos valeurs politiques et sociales plutôt que les proposer via des tracts, des débats, des affichages, des ventes de journaux !

À la suite de La Dionyversité, l'Université Populaire de St-Denis, nous avons lancé en 2010 l'AMAP Court-Circuit (Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne) avec des valeurs organisationnelles fortes : pas d'association active et donc pas de Président, de bureau et autres assemblées générales... Onze ans après, les femmes et les hommes de notre collectif (250 familles qui se renouvellent constamment en fonction des départs) fonctionnent en totale autogestion basée sur la responsabilité individuelle au profit du collectif.

En 2015, des membres de l'AMAP séduits par un fonctionnement horizontal, sans pouvoir et sans conflit, ont eut l'envie d'ouvrir une « coopérative » alimentaire autogérée. À aujourd'hui, il y a trois DIONY-COOP sur la ville de St-Denis qui regroupent 800 familles. Comme pour l'AMAP, les DIONY-COOP fonctionnent sans Président, sans bureau et sans assemblée générale.

Les « Coopératives » s'activent suivant des principes simples tels que la confiance et la responsabilité : les membres peuvent faire entrer de nouveaux produits dans les « Coop » sans aucune autorisation si ce n'est celle du trésorier qui devra payer la facture, les membres calculent eux-mêmes l'état de leurs achats sans aucun contrôle, l'ouverture des portes se fait en fonction des envies et des disponibilités.

Un autre point important, nos « Coopératives » sont installées au pied des cités

et les produits, à 95 % Bio, sont revendus sans aucune marge ajoutée et donc entre 30 à 40 % moins cher que les enseignes du Bio.

Il s'agit ici de porter vers le plus grand nombre les valeurs d'autogestion, du « bien manger » et d'écologie en privilégiant des produits impactant le moins possible notre planète.

Toutes ces activités se font en toute autonomie et dans une approche d'éducation populaire : nous n'avons aucune subvention.

En 2020, nos « coopératives » ont soutenu des producteurs à hauteur de 460 000 € d'achats.

Nous n'avons aucune dette.



Au delà...

Si le modèle des AMAP lancé dans les années 2000 dépasse aujourd'hui les 2400 structures, les « Coopératives » alimentaires et autres « Épiceries » ouvertes

par les consommateurs se développent. En 2015, il y avait une douzaine d'épiceries associatives en France. Aujourd'hui, nous décomptons plus de 250 points de ventes.

Toutes ces initiatives citoyennes (AMAP et « Coopératives ») sont portées par des hommes et des femmes qui souhaitent reprendre en main leur alimentation en privilégiant les circuits courts et les produits de qualité respectant la nature. Une grande partie d'entre eux mettent en place un fonctionnement horizontal et autogéré. Au delà, les plus entreprenants, inspirés par la pensée de Murray Bookchin, libertaire américain du XX^{ème} siècle, veulent redonner à la Commune sa place de « cellule de la vie politique ». En d'autres termes, « remplacer l'État, l'urbanisation, la hiérarchie et le capitalisme par des institutions de démocratie directe et de coopération ». En 2020, se sont plus de 300 listes « municipalistes » qui ont tenté leur chance aux élections municipales.

Il convient maintenant de « fédérer » toutes ces « épiceries » dans un cadre horizontal et libertaire. Une « fédération » des Coopératives Alimentaires Autogérées a été lancée à l'adresse fede-coop.org

Mais surtout notre collectif se veut un modèle à essayer. Nous sommes en contact Internet permanent avec toutes les « épiceries » ouvertes sur le territoire, nous nous déplaçons régulièrement pour animer des présentations, nous expédions chaque semaine un « mot de la fédération » qui présente le fonctionnement d'une « épicerie ». Nous mettons actuellement en forme un livre qui présentera les différents modèles.

● Jean-Claude Richard

Nota : nous employons indistinctement l'appellation « épicerie » ou « Coopérative », dans la mesure où ce terme ne doit pas être lu dans son sens juridique. 90 % des structures sont des associations loi de 1901, et les autres sont en SCIC ou en SAS. À St-Denis, nous sommes en association loi de 1901 au niveau juridique (association qui ne fonctionne pas) mais nous nous appelons « Coopérative alimentaire » parce que le terme est plus beau !

Ouvertures et perspectives

Les crises se succèdent et s'aggravent. Crise sociale avec la montée des inégalités, crise écologique de plus en plus visible, crise de la pandémie avec ses incertitudes, crise géopolitique avec les risques de guerres, crise démocratique avec la faille des institutions. Toutes les facettes d'une crise globale et structurelle. Les succès des extrêmes droites et des droites extrêmes semblent annoncer la glaciation du monde. Des partis d'extrême droite accèdent au pouvoir dans toutes les régions du monde avec Bolsonaro, Orban, Duterte, Modi, Trump, et d'autres. Les idées d'extrême droite n'ont pas été aussi présentes et fortes depuis la deuxième guerre mondiale ; elles sont dominantes dans des secteurs dominants des médias.

Nous sommes engagés dans une bataille pour l'hégémonie culturelle particulièrement violente. Comme l'affirmait Gramsci, elle est essentielle. Cette bataille pour l'hégémonie culturelle oppose violemment deux conceptions du monde ; d'un côté l'identitarisme et le sécuritarisme, de l'autre l'égalité et la solidarité. La bataille porte sur les libertés avec d'un côté les libertés individuelles et collectives et de l'autre une conception individualiste et libertarienne.

Dans cette situation, les contradictions s'aiguisent. Faisons l'hypothèse que la montée des idées d'extrême droite est une réaction au sens propre du terme. Elle traduit un refus violent et un affolement par rapport aux nouvelles radicalités portées par les nouvelles générations sur les questions du féminisme, du refus du racisme, de l'urgence écologique. Les indices ne manquent pas. Alors que les extrêmes-droites s'affolent, une mapuche est élue présidente de l'assemblée constitutionnelle au Chili. Et en France, malgré les campagnes hystériques, 60% des sondés sont pour élargir le droit de vote à tous les résidents. Et l'islam et les migrations arrivent au dixième et treizième rang des préoccupations des français.

La nouvelle situation aux États Unis permet quelques réflexions. Même si Trump n'a pas été réélu, les dangers sont toujours là. La défaite de Trump n'est pas seulement une victoire de l'élite états-unienne, elle a aussi montré la capacité d'une nouvelle gauche de peser en situation. C'est la stratégie de DSA, Democratic socialist of Americas, représentée par quatre jeunes femmes racisées, dont Alexandra Ocasio-Cortiz, et Bernie Sanders. Les DSA sont moins de 40000, surtout à New York et en Californie. Elles et ils ont réussi à peser et à pousser Biden à infléchir sa politique vers une option de type Roose-

velt plutôt que Clinton. Pour cela, Elles et ils ont relayés deux mouvements majeurs : Me Too et Black Live Matters. Elles et ils ont traduit une nouvelle orientation, celle du internationalist Green New Deal. Il s'agit d'une ouverture vers la construction d'un bloc de mouvements porteurs de radicalités nouvelles : les mouvements ouvrier et syndical, paysans, féministe, écologiste, des peuples autochtones, contre le racisme et les discriminations

Ces nouvelles radicalités s'inscrivent dans la poursuite du mouvement de la décolonisation. La décolonisation n'est pas achevée. La première phase de la décolonisation a été celle de l'indépendance des États, elle a réussi mais on en voit les limites. La deuxième phase commence, celle de la libération des nations et des peuples. L'avenir est à inventer.

● Gus Massiah

À suivre....

Si le débat fut dense, ce dossier laisse sur la faim et donne envie de creuser bien des aspects. Nous avons du remiser dans les interventions plus d'un sujet. Chacun.e peut certes les écouter à partir du site cerisesla-cooperative.info mais nous pourrions poursuivre la réflexion, l'approfondir. Changer au quotidien, rompre avec le capitalisme, porter une cohérence d'idées, fédérer en respectant chacun.e, du modèle économique à la transgression autogestionnaire, que d'éléments d'un rhizome pour construire des possibles.

Le conseil éditorial de *Cerises* en débattrà et choisira quels thèmes aborder afin de donner une suite à ce dossier qui ouvre bien des perspectives. Et il appartient maintenant à chacun.e d'entre nous d'ajouter une page à ces jolies perspectives. ●

Médias d'affaires et Médias alternatifs

Vincent Bolloré a annoncé le lancement d'une OPA de Vivendi sur Lagardère avec le soutien des principaux actionnaires du groupe dont Bernard Arnault.

Alors qu'il vient d'acheter le groupe Prisma (Télé-Loisirs, Voici, Femme actuelle, Capital, Gala...le géant Français des médias (Canal+, C8, CNEWS, Havas, Editis etc.) va ainsi avaler le groupe Lagardère : Europe 1, Paris Match, le JDD, Guilli entre autre mais aussi tout le secteur édition du groupe, Hachette Livre le n° 3 mondial (Livre de Poche, Calman Lévy, Grasset, Stock, Larousse...), des éditions de livres scolaires...) plus les Relay H etc.

Selon Médiapart « jamais une telle concentration horizontale et verticale n'a été réalisée dans le monde des médias et de la communication. Un signe supplémentaire de notre effondrement démocratique. »

Rappelons qu'à la libération, les principaux patrons de presse ayant collaboré, un dispositif visant à favoriser le pluralisme et la presse d'opinion avait été mis en place avec la création de coopératives de presse permettant à tous les journaux de bénéficier de tarifs communs pour la distribution (NMPP, Poste) l'achat de papier (SPPP) et l'impression avec une intervention forte du syndicat des ouvriers du livre dans la gestion des imprimeries.

Les nouveaux patrons de presse ont d'abord joué le jeu avant de remettre tout en cause, non sans résistance, beaucoup se souviennent encore de la grande grève des imprimeurs du Parisien Libéré, qui en fait concernait tous les titres.

Ironie du sort, il se trouve que Jean Luc Lagardère (le père) a été un des premiers patrons de presse à quitter les coopératives pour faire cavalier seul.

Aujourd'hui, il ne reste plus grand-chose de ce dispositif et les médias ont considérablement évolué, avec le développement des télévisions, d'internet etc.

Sur le plan économique aussi puisqu'une poignée de milliardaires possède 90 % des médias français.

Plus d'un français sur 2 ne croit plus en la télé radio presse. Daniel Schneidermann (Arrêt sur images) explique que « si la presse en général ment, ce n'est pas par désir conscient d'enfumage mais par fonction qui est de préserver l'ordre des choses, ordre économique, ordre politique... Des journalistes auto-persuadés de leur honnêteté peuvent, au total, fabriquer une presse mensongère. »

C'est que jusqu'à maintenant, l'ordre des choses suffisait pour maintenir le système, les patrons de presse n'intervenaient pas directement auprès des journalistes et des chroniqueurs (qui se substituent de plus en plus aux journalistes).

Avec Bolloré, on passe à une autre dimension, pas seulement dans la concentration économique mais aussi dans le niveau d'intervention du capital dans les contenus.

Déjà lorsqu'il est arrivé à Canal+ Il a clairement annoncé la couleur en faisant le ménage dans les programmes (les Guignols...) et les rédactions. Bien qu'encore minoritaire, il a commencé à le faire à Europe 1. Ou plusieurs dizaines de journalistes annoncent leur intention de faire jouer la clause de conscience.

A l'appel de l'intersyndical et de la société des rédacteurs d'Europe 1, 150 personnes, pour la plupart journalistes ont dénoncé « l'emprise croissante de Vincent Bolloré dans les médias, » et fait

part de leur crainte de voir leur radio se transformer en un média « d'opinion. »

On connaît les opinions du patron de Vivendi à travers CNews, Valeurs Actuelles etc ; avec lui, l'extrême droitisation de la presse est en marche.

Ce n'est pas un hasard si le fleuron de ses chroniqueurs est Éric Zemmour, produit politique lancé dans la campagne présidentielle, curieusement (?) avec la même méthode et les mêmes réseaux que Macron : Bolloré, Arnault, la banque Rothschild, la City...

Zemmour serait-il le plan B de la bourgeoisie ?

C'est que Bolloré a besoin de l'État français pour développer ses affaires dans le monde, il est présent dans 105 pays sur 5 continents. En Afrique, il est implanté dans 45 pays avec 250 filiales, il est un maillon essentiel de la France-Afrique. On comprend qu'avec son compère Bernard Arnault, lui, plus engagé dans le plan A, ils s'intéressent, avec ses médias, aux élections présidentielles.

Et compte tenu de l'exacerbation des crises sociales, environnementales et démocratiques, un Zemmour pourrait servir ; lui pourrait peut-être crever le plafond de verre pour mettre en place un régime toujours plus liberticide, pour aujourd'hui ou pour demain.

**Il appartient
au mouvement
populaire de
relever aussi le défi
médiatique**

MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

CRISE
DU
COVID

état d'urgence médiatique



N°35 AVR.-SEPT. 2020 4C

<https://www.acrimed.org/>

Il est pourtant envisageable, même si la tâche est immense, de remettre en cause l'efficacité de ces superforces de frappe médiatiques destinées presque ouvertement à conditionner les esprits pour maintenir l'ordre des choses capitaliste.

Déjà le baromètre de confiance dans les médias TNS-Sofres indique que 60 % des Français s'interrogent sur l'indépendance des journalistes par rapport au pouvoir politique, au pouvoir économique et à l'argent.

Selon une enquête CEVIPOF-Opinion Way, ils seraient moins d'un quart à faire confiance aux médias traditionnels.

Il y a donc de la place pour développer des médias alternatifs, de proximité.

Les chemins sont nombreux ; journaux, télévisions, radios, sites internet... Mais, pour reconquérir la parole et construire durablement une alternative démocratique, les citoyens devront se réappropriation les moyens de production de l'information.

Et il y a du déjà là :

A Marseille, à la suite des révoltes urbaines de 2005, les habitants des quartiers populaires se sont organisés pour reprendre une parole confisquée.

Ce sont ainsi créés, souvent avec des journalistes professionnels, des médias de proximité leur donnant la parole ; on peut citer Les femmes de la Baguette magique devenues reporters de leur quotidien, Primitivi qui retrace l'histoire du quartier au travers de l'expression des habitants, radio Grenouille, à la fois radio associative, productrice de projet, médiatrice et diffuseuse, atelier de création sonore, sans oublier La Friche et le Collectif ŒIL,

La Friche est « un collectif de journaliste indépendants-es, artistes, documentaristes, techniciens-es, (qui) tous et toutes revendiquent une pratique professionnelle directement inspirées du réel des quartiers populaires. » La Friche anime également des ateliers d'éducation aux médias et à l'information visant à la réappropriation de la parole médiatique.

Le collectif ŒIL défend une photographie « fondée sur l'engagement social. Ce que nous voyons, ce que nous capturons, ce que nous montrons, est ce que nous pouvons et devons changer, ces engagements tendent à promouvoir une vision humaniste de la société. » Raymond Depardon a dû apprécier lui qui a écrit : « si tu photographies les gens, il faut leur parler. »

On pourrait trouver bien d'autres exemples, très divers, de libération de la parole pour une information vivante.

Il appartient au mouvement populaire de relever aussi le défi médiatique pour transformer l'ordre des choses.

Cerises, média alternatif, s'efforce modestement d'apporter sa contribution.

● Alain Lacombe



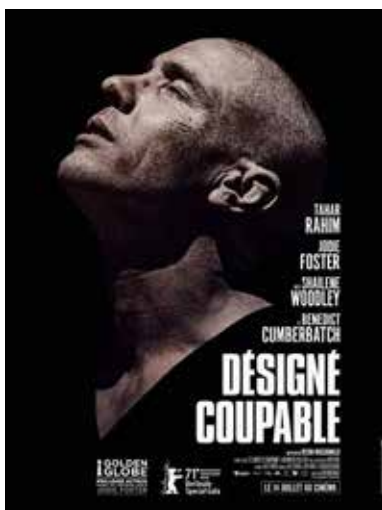
Boccanera

C'est le titre du livre et aussi le nom de la détective privée Ghulia Diou, quinquana sans enfant en colocation avec Dan un jeune gay, insomniaque, buveuse de café et amoureuse de Nice où elle habite. Enfin, son Nice, le vieux Nice, pas celui des quartiers où règnent la droite et la bourgeoisie. Engagée pour résoudre un meurtre à première vue motivé par des raisons liées à l'homosexualité de la victime, on va assister à une série d'autres meurtres, à deux tentatives ratées contre Diou. Apparaîtra une piste « syrienne » puis une autre, puis une troisième ... Mais on ne révèlera pas la fin de l'histoire.

Premier livre de Michèle Pedinielli, dont j'ai déjà commenté dans *Cerises* les deux suivants, avec une écriture vive et sèche et qui donne la vive envie d'attendre les suivants. Et puis on découvre au fil des pages un autre Nice que celui de la « Prom », celui des amoureux du vieux Nice avec certes le cours Saleya mais avec encore – pour combien de temps ? – des coins populaires, la colline du Château où il n'y a pas de Château, le Port et même les restaurants où manger une vraie socca !

● HENRI MERMÉ

Boccanera, Michèle Pedinielli, éditions de l'Aube, 245 pages, 11 euros



Désigné coupable

Ce film est une adaptation du livre « journal de Guantanamo ». Il raconte une histoire vraie d'un mauritanien enlevé par les forces spéciales américaines avec la complicité des autorités locales. Il est accusé d'avoir participé aux attentats du 11 septembre à New-York. Il montre la cruauté de cette « prison » illégale dans cette portion de l'île de Cuba où des hommes sont jetés, sans autre forme de procès, en prison où les droits de la personne sont complètement inexistantes. Dans ce film, construit comme une enquête policière, Jodie Foster joue avec beaucoup d'élégance et d'éloquence l'avocate du détenu (Tahar Rahim). Elle mène un combat acharné pour sortir des geôles américaines ce détenu qui ne comprend pas ce qui lui arrive. Elle met beaucoup d'humanité et d'ardeur pour obtenir la libération du détenu. L'administration américaine torture et humilie près de 700 détenus sans retenue, sans aucune inculpation et leur extorque des aveux. Une page sombre des États-Unis, une page sombre pour les Droits de l'Homme où la justice américaine n'a pas son mot à dire. Heureusement que des juristes, des avocats et des militants des droits se sont mobilisés pour faire éclater la vérité.

Un film très bien construit

● DANIEL ROME

Désigné coupable, de Kevin Macdonald, Sortie le 14 juillet 2021, Biopic, Drame, Thriller - 130 minutes



Enfant de salaud

Un jour le grand-père du narrateur s'est emporté : « Ton père portait l'uniforme allemand. Tu es un enfant de salaud ! ». Pendant toute son enfance le père du narrateur s'est présenté comme un résistant pendant la guerre racontant des exploits imaginaires. Mais l'enfant n'a jamais eu le cran de demander à son père ce qu'il faisait réellement pendant la guerre car le père est violent et mythomane. Il s'avère être un faquin. En mai 1987 le narrateur, chroniqueur judiciaire à Libération est envoyé à Lyon pour couvrir le procès de Klaus Barbie. Il apprend qu'il y a un dossier judiciaire de son père aux archives départementales du Nord. Au fur et à mesure que se déroule le procès, il découvre que son père a porté plusieurs uniformes dont celui des Waffen SS ! Le roman met en abyme les deux procès celui de Barbie et celui plus intime de son père. Au fil des pages il comprend enfin la véritable histoire de ce père qui a passé son temps à mentir, à tricher et à se mentir à lui-même en racontant des invraisemblances. Le choc est rude mais c'est avant tout son père. Il aurait pu accepter le récit si horrible soit-il, mais pas le mensonge. Excellent roman qui fait partie des nominés pour le prix Goncourt.

« Le salaud c'est le père qui a trahi ».

● DANIEL ROME

Enfant de salaud, Sorj Chalandon, Éditions Grasset Août 2021, 336 pages, 20,90 euros



La chute d'un auteur

Un château en Normandie, le colloque annuel que la chatelaine y organise, le village si proche... Et si loin des participants. Un auteur reconnu, ses zones d'ombres, qu'on retrouve dans la douve. Noyé dans la nuit.

L'auteur nous livre ici un polar original, dans un cadre singulier, aux rites et organisation mesurés, précis, que cette chute va définitivement bouleverser.

La châtelaine va-t-elle être inquiétée faute de s'être assurée d'un éclairage suffisant ? Cet accident ne serait-il pas plutôt un meurtre ? Mais pourquoi ? Que vient ici introduire l'idylle naissante entre deux jeunes employés ?

Au cœur de l'intrigue policière c'est bien de redoutables rapports de classe qui émergent, clivent les postures et éclairent les desseins.

Un livre rondement menée par une auteure comédienne, metteuse en scène, dont la profonde humanité irrigue toute une lumineuse écriture.

Et au cas particulier, une description bien exacte du colloque et du château de C. Catherine Espinasse, née au Mali, a aussi écrit un fort beau « Mémoire noire d'une blanche » (éditions L'Harmattan). Régaliez-vous !

● **PATRICK VASSALLO**

La chute d'un auteur, Catherine Espinasse, Éditions In Octavo, 2018, 174 pages, 18 euros



Racismes de France

C'est un livre important que « Racismes de France », avec ses 26 contributeurs et contributrices universitaires, personnes engagées, journalistes, qui donnent à percevoir les amalgames et les dénis de la mythologie républicaine et nationale de la France. De façon salutaire il fait entendre l'efficacité du combat de l'antiracisme politique.

Au gré de leurs interventions, très diverses, les contributeurs de l'ouvrage s'efforcent de déconstruire les mécanismes de racialisation qui sont aux fondements mêmes de l'État-nation républicain, de ses institutions et de leur fonctionnement.

Ce faisant, chaque intervenant éclaire les liens entre les hiérarchies raciale, religieuse et culturelle établies à l'époque coloniale et celles d'aujourd'hui, à l'origine de discriminations structurelles multiples. L'efficacité de cet ouvrage passe notamment par la multiplicité des angles d'observation. Ainsi du champ médical, du monde scolaire, de l'art... Elle passe aussi par l'analyse des formes des fondements, des spécificités du racisme à l'égard des populations et personnes ségréguées : Arabes, Noir-e-s, musulman-e-s, Asiatiques, Rroms...

● **CATHERINE DESTOM BOTTIN**

Racismes de France, Omar Slaouti, Olivier Le Cour Grandmaison (dir.), Paris, La Découverte : Cahiers libres. 2020. 368 p., 22 euros



Tu peux rentrer chez toi

Voici un roman policier qui mêle trois lignes de lectures dans une démonstration de fort belle qualité. États-Unis, les commandos anti-avortement, ultra religieux, diablement équipés, mènent une guerre sans merci. C'est d'actualité !

Nina est flique. Elle mène sa carrière avec détermination et respect. Au service d'un certain sens de la justice, de l'égalité, du droit des femmes. Dans un commissariat « normal ». C'est aussi d'actualité. Phyllis tient un refuge pour femmes victimes de violences conjugales et leur accorde un asile, où nul ne peut les importuner, bardé de protections, havre pour refaire une vie, sans la peur ni les coups....

Ces trois problématiques s'entrecroisent au gré des événements tandis que Nina poursuit un but plus personnel : retrouver l'assassin de son père médecin, dans une institution qui pratique des IVG. Avec de remarquables portraits de femmes.

La société américaine y est décrite dans ses contradictions, sa violence, les limites du droit, la tension des vengeances. Sans manichéisme, mais dans une brûlante actualité que le récit littéraire, nerveux et palpitant, n'édulcore en rien.

De la belle ouvrage.

● **PATRICK VASSALLO**

Michael Élias, Tu peux rentrer chez toi, le masque éditions, 2021, 285 pages, 21,90 euros

Une « Tournée théâtrale à vélo » pour que « le jour se lève encore »

(A la compagnie « Le pas de l'oiseau »)

Avec le Covid, la crise écologique, la désertification des territoires sans services publics, le jour peut-t-il encore se lever ? Bâtir son couple, son avenir ici dans le Veynois-Dévoluy, territoire microscopique oublié par la République, en résistant à l'air du temps pour des « jours heureux », n'est-ce pas une gageure impossible ? Pourtant, l'âme du spectacle tient entier dans cette envie de rebâtir les liens perdus de la sociabilité, de « faire village » en quelque sorte.

Écrire un spectacle avec une dizaine de personnages joués par un seul acteur pour une tournée en vélo en tirant tentes et matériel, essentiellement l'éclairage, dans une zone montagneuse aux pentes arides, il faut avoir l'imaginaire et les mollets bien résistants. Il faut avoir foi dans un public qui, peut-être n'a pas vu de « pièce théâtrale » depuis plusieurs années et peut-être, jamais. La capitale locale, Gap, est loin, et le Covid a fait son œuvre de désertification des liens sociaux.

L'auteur de la pièce, Laurent Eyraud-Chaume, a tissé, lutte syndicale, histoire sociale, volonté de changement radical de vie pour trouver du sens à l'existence, paroles savoureuses des anciens, propos détonants des jeunes, une société pleine de saveurs se parle, se cherche, se perd et se trouve, tout au long de la soirée. L'engagement pour l'égalité, la liberté, est vif de la part des « personnages » mais l'histoire défait les plus belles victoires. Les barrages électriques, leur fierté d'être d'EDF malgré ses changements de statut, les activités de la CCAS et des colonies de vacances disparues : ce monde solidaire, durement construit et défait par la concurrence capitaliste. Le ressort, à peine esquissé mais qui vous frappe en plein visage, est cette lutte des classes, pensée ou souterraine, qui peut désarticuler les femmes et les hommes. Le récit théâtral nomme et éclaire, le dur de la peine et des joies des hommes et des femmes.

Promener à vélo de tels sujets devant des spectateurs qui sont loin d'être toutes et tous en accord avec le propos, et cela dans de minuscules villages ou hameaux, c'est une vraie machine à remonter le temps pour éclairer le présent et sans doute jeter en pâture, pour le futur, le sens de l'engagement possible pour un monde de liens véritables.

Entre 50 % et 70 % des « villageois et des villageoises » ont répondu présent. es. Pour eux et pour une soirée, le théâtre était là, dans un pré, un coin de place, un bout de rue, et non sur un écran. Le monde vivant du théâtre n'est pas qu'une ombre hertzienne.

Je connais cette magie, elle appartient à mon enfance quand dans un village perché de l'arrière pays niçois où je vivais, les saltimbanques arrivaient. La joie nous prenait et nous tirait, curieux et curieux, pour admirer la montée du chapiteau... le spectacle commençait déjà. Ici, aussi, même si le chapiteau est la nuit étoilée, il fallait installer les lumières, les chaises et les bancs et se faire beau pour venir voir le saltimbanque s'engouffrer dans les temps passés sous l'immensité des montagnes avoisinantes.

L'unité des habitants regroupé.es entourent la « scène », « font village ». Le lendemain « le jour qui se lève encore » a un goût de bonheur. ●

Jean-Paul
Leroux



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le [Manifeste](#), nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>